

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

M. Pompidou se dit volontiers partisan d'un jeu indépendant de la France, inspiré de « Kiel et Tanger », lorsqu'il fait ses discours à Sciences-Po. Moyennant quoi il fait rigoureusement l'inverse dans sa pratique diplomatique.

La France peut jouer un rôle dans le conflit du Proche-Orient grâce à son capital de sympathies dans les pays arabes ? M. Pompidou n'en a cure. En fait d'initiative diplomatique, il se borne à proposer à ses partenaires de l'Europe des « Neuf » le principe de rencontres régulières pour renforcer la coopération politique. Autrement dit, pour « faire manœuvrer et grandir » la France, il ne trouve rien de mieux que de l'engoncer frileusement dans l'Europe des « Neuf ».

Le comble, c'est que celle-ci n'existe pas, ou si peu ! Les épisodes de la crise monétaire ont suffisamment montré ces derniers mois que chaque partenaire pratiquait strictement la politique du chacun-pour-soi.

On ne saurait mieux se moquer du monde. M. Pompidou sait mieux que quiconque que ce genre de réunions ne sert à rien. Du moins pourra-t-il après cette belle déclaration se gargariser d'avoir pratiqué une politique de relance européenne. Paraître agir et ne rien faire est très dans la manière du personnage.

M. Lecanuet a félicité le président de la République pour ses déclarations européennes. On a les éloges qu'on mérite.

N.A.F.

proche-orient :

le piège européen

**quelle
politique
méditerranéenne**

page 4-5

**de louis-philippe
au
comte de paris**

page 8

la querelle sino-soviétique

L'actualité internationale, on le sait, a été marquée ce dernier mois par deux événements majeurs. Le coup d'état militaire au Chili et le nouvel affrontement militaire israélo-arabe. Ces deux visages de l'actualité ont mis à nouveau en lumière le fossé qui sépare désormais Moscou de Pékin.

En ce qui concerne le Chili, les Soviétiques soulignent l'attitude de complaisance que les Chinois observent envers la junte militaire. Le ministre des Affaires étrangères chinois aurait, le 10 octobre, appelé l'ambassadeur chilien Armando Uribe pour lui faire savoir que le gouvernement chinois ne le reconnaissait désormais plus comme ambassadeur du Chili. L'explication : Uribe était partisan de l'ex-président Allende. Par contre, le deuxième secrétaire de l'ambassade chilienne, Fernando Peres, qui a apporté son soutien à la junte, est dorénavant considéré comme le Chargé d'affaires du Chili à Pékin. Si bien que le 11 octobre, lors de la réception officielle donnée à Pékin en l'honneur de la venue du premier ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, on a pu noter que c'était M. Peres qui représentait le Chili au sein du corps diplomatique présent. Geste très remarqué, et qui pour l'agence Tass concrétise la trahison de Pékin. M. Chou En Lai a serré la main du représentant de la junte. Sourires et compliments ont été échangés. Le même jour, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine à Santiago a été invité à une cérémonie officielle à laquelle prenait part le Général Pinochet.

Cette attitude est un couteau dans le dos de la révolution chilienne, n'hésite-t-on pas à dire à Moscou. La presse soviétique dénonce « les belles phrases de gauche largement répandues et les slogans pseudorévolutionnaires (qui) se sont accompagnés ici d'activités scissionnistes et d'actes de trahison des forces démocratiques et révolutionnaires » (1). C'est une occasion de plus pour Moscou de mettre en valeur « l'incompatibilité des intentions de Pékin avec les intérêts de ceux qui luttent pour la liberté et l'indépendance. »

Les observateurs se sont étonnés de la violence des attaques de Moscou. C'est que les Soviétiques crient d'autant plus fort qu'ils ont eux-mêmes adopté une position très rigoureuse « idéologiquement ». Ce faisant, ils semblent avoir renoué avec une politique qui paraissait abandonnée depuis longtemps. La rupture avec le Chili tendrait à prouver au monde que la politique étrangère de Moscou reste toujours une politique de classe. Mais en fait, l'est-elle encore ? Il n'y a guère de risques à rompre avec un pays auquel ni sa taille, ni son poten-

tiel industriel ne confèrent une grande importance sur la scène mondiale. Peut-on d'autre part parler de politique étrangère de classe lorsque l'U.R.S.S. entretient des rapports avec des pays traditionnellement réputés chez les communistes comme ultrarévolutionnaires tels que l'Iran ou certains pays arabes ? Il est vrai que l'importance des contrats conclus avec ces pays suffit à faire oublier que des communistes y luttent et meurent même lorsqu'ils ne s'appellent pas Luis Corvalan.

MAO, MAURASSIEN ?

Les positions de l'U.R.S.S. et de la République Populaire de Chine divergent également quant au conflit du Proche-Orient. Si Soviétiques et Chinois s'accordent à soutenir le peuple arabe dans sa lutte contre les envahisseurs israéliens, par contre chacun met en doute la sincérité de l'autre.

Les Soviétiques ont violemment reproché aux Chinois leur abstention lors du scrutin du 22 octobre au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Le projet soumis au vote prévoyait le

cessez-le-feu au Proche-Orient. L'abstention de la Chine a été guidée par la volonté des dirigeants chinois de ne pas cautionner la politique des deux super-grands au Proche-Orient, politique qui, selon le représentant de Pékin à l'O.N.U., va en fait à l'encontre des intérêts des peuples arabes. Il n'en faut pas plus aux Soviétiques pour proclamer que « les manœuvres provocatrices de la diplomatie pékinoise s'accompagnent d'une campagne de calomnies envers la politique de l'U.R.S.S. au Proche-Orient ». Pour Moscou il s'agit là d'une nouvelle manifestation de la direction chinoise qui tente de tirer profit de cette période de recrudescence de la crise israélo-arabe.

Jugeant de la tendance générale de la politique des dirigeants chinois, un journaliste soviétique (2) prétendait qu'elle « recèle leurs aspirations à organiser autour de la République Populaire de Chine une coalition de pays dits moyens et petits qui s'opposerait tant aux impérialistes qu'à la communauté socialiste. » Mao aurait-il lu Kiel et Tanger ? Quoi qu'il en soit, il convient de voir dans cette attitude chinoise au conseil de sécurité l'intention de ne pas se laisser prendre au jeu des deux super-grands et de dénoncer cette politique hypocrite de « ni guerre, ni paix », imposée par le duo Nixon-Brejnev, qui apparaît comme une trahison envers les peuples arabes.

YOURI ALEKSSANDROV.

(1) Izvestia, 18 octobre.
(2) Revue Etudes Soviétiques, octobre 1973. La stratégie des maoïstes, par N. Kapchenko.

québec : qui a gagné ?

Les élections législatives du 29 octobre au Québec ont modifié profondément le rapport de forces entre les mouvements politiques de la « belle province ».

Si l'on s'en tient au nombre des sièges obtenu par chaque parti, c'est le Parti libéral du Premier ministre M. Bourassa qui apparaît comme le plus grand vainqueur de cette confrontation avec 99 sièges sur un total de 110 à pourvoir.

Cette victoire est moins éclatante si l'on considère le nombre de voix. Le Parti libéral a néanmoins recueilli 54 % des suffrages. Le Parti québécois de M. Lévesque (Indépendantiste) a enregistré un gain non négligeable puisqu'il est passé de 23,7 % des voix aux élections d'avril 1970 à 30 % cette année. Cependant, sa représentation reste inchangée (7 députés). Ce sont les deux seuls partis à avoir enregistré des gains. Leur victoire s'est exercée aux dépens du Parti du Crédit social (deux sièges) et de l'Union nationale (aucun siège).

La très nette victoire de M. Bourassa ne

remet-elle pas en question l'idée indépendantiste au Québec ? Il semble que non. Au contraire cette idée progresse si l'on s'en rapporte aux suffrages obtenus par le Parti Québécois.

Encore une fois on constate que c'est la minorité anglophone (20 % environ) qui a assuré la victoire aux « libéraux », empêchant ainsi le problème de l'indépendance de se poser avec plus d'acuité. L'avenir du Québec dépend désormais de l'habileté avec laquelle M. Bourassa saura résoudre les graves problèmes sociaux et économiques.

Avec cette nouvelle représentation, le Québec s'achemine vers le bipartisme. Des frictions de plus en plus violentes sont à craindre entre les deux grandes tendances. La stratégie du Parti québécois va devenir offensive, d'autant plus que M. Lévesque se trouve pressé par l'aile gauche remuante et active de son Parti.

Jean PLISSIER.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

inflation faire ou ne rien faire

Le Gouvernement a décidé de faire quelque chose contre l'inflation. C'est grande merveille. Il paraît même que ce ne serait qu'un début. Mais, sur ce point, les choses se compliquent. Reprenons-les par le commencement.

Ou plutôt non, car il faudrait écrire un livre. C'est que l'inflation apparaît comme la maladie chronique des sociétés d'abondance — et même de quelques autres, ce qui ne simplifie rien. Il faut donc se contenter de quelques remarques, portant sur quelques expériences particulièrement significatives de la politique économique suivie depuis la guerre. Par exemple, on s'aperçoit que ni « l'opération 5 % » d'Antoine Pinay en 1952, ni le « Plan de stabilisation » de Giscard d'Estaing en 1963 n'ont eu d'effets décisifs sur l'inflation. C'est donc que les mesures anti-inflationnistes arrêtées par les gouvernements depuis un certain nombre d'années ne remontent pas aux causes profondes du mal.

Du moins, on aurait pu penser que ces multiples échecs auraient suscité de salutaires réactions. Les décisions annoncées à la fin de la semaine dernière montrent qu'il n'en est rien, puisque le gouvernement s'est contenté de décider un blocage de certains prix. Les consommateurs les plus modestes, qui éprouvent de la difficulté à acheter de la viande plusieurs fois par semaine, pousseront un soupir de soulagement... en attendant de subir une nouvelle « valse des étiquettes ». C'est que le blocage des prix, comme on l'annonce depuis des années à Sciences-Po, ne s'attaque pas - aux - causes - mais - seulement - aux - conséquences - de - l'inflation.

Donc, une fois de plus, le gouvernement se moque du monde. Il en a peut-être obscurément conscience, puisque Messmer a annoncé de « grandes mesures » pour un peu plus tard. Comme si le problème n'était pas d'une urgence extrême. Mais le même jour, Giscard d'Estaing déclarait qu'aucune mesure importante ne serait prise avant la fin de l'année et que, d'ailleurs, il « souhaitait éviter aux Français l'épreuve d'une politique des revenus ».

C'est à n'y rien comprendre. Messmer et Giscard ne seraient-ils pas d'accord ? Cherchent-ils à noyer leur volonté de ne rien faire de plus dans un flou artistiquement composé ? Ou bien veulent-ils préparer l'opinion à un blocage des prix et des salaires ?

Même si cette dernière hypothèse devait se vérifier au début de l'année prochaine, la prétendue « politique des revenus » à quoi fait allusion le ministre des Finances ne résoudrait rien parce que, une fois encore, elle ne s'attaquerait pas aux causes profondes de l'inflation. Celles-ci tiennent aux structures mêmes de la société industrielle, dont l'Etat pompidolien est l'artisan. Gageons donc qu'il ne s'en prendra jamais aux mécanismes du crédit, à l'exploitation par la publicité, aux super-profits, aux salaires inouïs qu'une récente enquête révélait, en un mot à un système qui, dans sa philosophie et dans ses techniques, ne peut vivre et prospérer que dans l'inflation.

Alors, faire ou ne pas faire, telle n'est pas la question. Puisque l'action ou l'inaction du gouvernement aboutissent inmanquablement au même résultat.

B. LA RICHARDAIS

malraux et la transcendance

Heureusement, il nous reste Malraux... Vous devriez le convertir, disait de Gaulle à l'ancien aumônier de la brigade Alsace-Lorraine, cela m'arrangerait. Vis-à-vis de son épouse ? de manderont les esprits malicieux, non sans raison. L'auteur de *Les chênes qu'on abat* ne confie-t-il pas à propos de « tante Yvonne » : *J'ai l'impression qu'elle ne me prend plus pour le diable...*

Pour beaucoup, Malraux reste le diable. Il n'est pas sûr qu'ils connaissent son œuvre. S'ils l'avaient lue, ils auraient certes quelques arguments. Mais à moins de refuser obstinément cette sympathie indispensable, préalable à tout jugement vrai, il n'est pas possible de ne pas se retrouver aux portes du secret qui se confond avec la nature profonde de l'homme sans cesse confronté au tragique, sans cesse interrogeant la mort. Mais son nietzschéisme, son goût de l'héroïque et du mythe, son talent de fabulateur ? Précisément n'y a-t-il pas là une recherche impure mais non sans allure pour donner un sens à son existence, une dignité de l'histoire ?

PROFONDEUR OU ARTIFICE ?

Mais il y a plus profond chez lui, précisément la hantise de la transcendance qui apparaît à chaque page des *Antimémoires*. Est-ce un hasard si à la veille d'une exécution dont il se croit menacé, il demande à la supérieure du couvent qui lui sert de prison la Bible ? Une Bible qu'il ouvre spontanément à l'évangile de saint Jean. « Car Dieu a tellement aimé le monde, qu'il a donné son fils unique... » Et Malraux de méditer : « Seul devant la mort, je rencontrais cette assistance millénaire qui avait enveloppé tant de désespoirs comme le Jugement roulerait tant de sépulchre, « Seigneur assistez-nous dans notre agonie... » mais la foi, c'est croire... » Ceux qui comme moi furent bouleversés par cette page, se sont dit qu'il existait un Malraux inconnu, un mystère dans cette vie. Cet homme passionné par toutes les civilisations et leurs œuvres, parce que l'humanité y a infusé son angoisse et ses questions, n'aurait-il pas pour le message chrétien une affinité assez profonde pour mettre à part le Christ comme on met en soi à part ce qui vous touche le plus.

Pour confirmer ces pressentiments, il fallait un témoin, un vrai, nous l'avons. Pierre Bockel, archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg, ancien aumônier de la brigade Alsace-Lorraine ne pouvait pas nous émouvoir davantage qu'avec son témoignage sur son ami : « Récemment, je lui proposai un voyage à Jérusalem. Il me répondit à peu près ceci : « Je puis aller à Bénarès, à La Mecque ou en tout autre lieu saint sans aucune gêne. Mais Jérusalem, comprenez-vous, c'est bien autre chose... Allez à Jérusalem impliquerait que j'aie à Gethsémani... et là il me faudrait prononcer les paroles du Christ... » J'ai deviné que pour l'heure il ne pouvait aller à Gethsémani, tout simplement parce que d'une certaine manière, il y est... »

Malraux, bien loin de contester ce témoignage, lui a accordé une préface, qui lui donne ainsi un sceau d'une valeur inestimable.

POUR RETROUVER L'ESPERANCE...

L'enfant du rire, c'est le titre du livre de Pierre Bockel, est un des livres les plus précieux de cette année. Malraux en est le per-

sonnage le plus célèbre, mais non le seul. Il faut le lire. Trop rares sont devenus les récits marqués de l'authenticité de la vie spirituelle, qui édifient (non pas au sens naïf, mais au sens le plus fort, celui de saint Paul). Peu importe les désaccords partiels avec l'auteur, certains propos parfois injustes, on retrouvera à chaque page le prêtre fidèle au seul évangile. « A parcourir ce livre, nous éprouvons d'abord la surprise de découvrir que nous ignorons presque tout de l'expérience sacerdotale. » Ce sont les premiers mots de la préface de Malraux.

Le sceau que donne Malraux est un sceau d'authenticité, de vérité. Ce prêtre ne serait pas devenu son ami s'il avait trahi l'évangile, s'il n'avait pas été fidèle à la résurrection dans son réalisme absolu. Le chapitre de Pierre Bockel « Je crois à la résurrection de la chair » compte parmi les meilleures pages qu'il m'ait été donné de lire sur ce sujet.

Nous voilà loin de nos soucis politiques quotidiens. Est-ce si sûr. Lisons plutôt Malraux : « La fission de l'atome n'était pas encore découverte au temps où je constatais que la plus puissante civilisation de la terre n'avait inventé ni un temple, ni un tombeau. Des livres comme celui-ci nous enseignent ce que les chrétiens attendent d'une résurrection de la foi, assurée par un retour aux sources, et dont la formule serait sans doute, en effet, que la véritable religion est la communion en Dieu. Il est possible qu'un croyant voie d'abord dans la transcendance le plus puissant moyen de sa communion. Il est certain que pour un agnostique, la question majeure de notre temps devient : peut-il exister une communion sans transcendance, et sinon, sur quoi l'homme peut-il fonder ses valeurs suprêmes ? Sur quelle transcendance non révélée peut-il fonder sa communion ? J'entends de nouveau le murmure que j'entendais naguère : à quoi bon aller sur la lune, si c'est pour s'y suicider. »

En d'autres termes, il n'y a pas d'avenir pour notre civilisation sans espérance. Malraux sera-t-il entendu ?

Gérard LECLERC.

Pierre Bockel : *L'enfant du rire*, préface d'André Malraux, Grasset.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

La guerre du Kippour a suscité chez nos lecteurs de nombreuses réactions et prises de position, témoignant par là combien les problèmes soulevés suscitent d'intérêt chez les Français et ont un contenu souvent passionnel qui ne doit pas nous sous les soucis qui inspirent nos choix en échapper. Bertrand Renouvin rappelle ci-dessous la matière de politique étrangère et la finalité dans laquelle ils s'inscrivent. Fidèles à l'ouverture d'esprit qui a toujours caractérisé la N.A.F. nous donnons ensuite la parole à nos lecteurs, ce qui nous permettra de mieux préciser certains aspects de cette question et d'apporter les éclaircissements qui devraient clore le débat.

« La diversité de jugement concernant les Juifs et les Arabes donne la même impression de liberté d'esprit que, par exemple, la tribune libre de Marc Valle dans *Combat* de ce matin. »

Abbé C.

Mes sentiments personnels sur la guerre israélo-arabe penchent plutôt vers les Arabes, je suis d'autant plus à l'aise pour les critiques qui vont suivre.

Il y a un peu plus de trois semaines éclatait la guerre. C'est alors que parut la N.A.F. avec un titre qui me surprit : « Qui est l'agresseur ? ». L'éditorial fut pour moi une douloureuse surprise. Eh bien oui, le parti-pris immédiatement pro-arabe, sans justification aucune fut quelque chose d'aberrant. De fait c'est tout l'éditorial qui est scandaleux. Quel soutien, né de l'histoire, la France a-t-elle reçu des pays arabes ? Peut-être l'or, l'argent qui ont permis d'armer les égorgeurs qui nous ont chassés d'Algérie. Deuxième sujet d'étonnement dans ce numéro : deux points de vue arabes s'y étalaient. Du point de vue israélien, rien. Impartialité ?

Attendant dans le numéro suivant un point de vue israélien, je fus consterné, choqué, atterré par ce que j'y trouvais. L'article de M. Lemaigren n'apportait rien, mais aggravait tout : je ne l'approfondirai que sur un seul point, mais tellement capital qu'il me permet d'oublier le reste : « Et puis que nos censeurs n'oublient pas pourquoi ils se sont battus, comme nous, « intégrer » dans la nation française dix millions d'Arabes. Alors un peu de pudeur dans les explosions de haine ». Alors là non ! Que l'on me permette, je me suis battu pour l'intégration, trois fois j'ai fait de la prison, sanctionné par six mois d'exil au Canada. Je sais de quoi je parle. Intégrer, ah oui ! Mais quoi ? Oublier que les Arabes sont des conquérants ? Ceux que nous voulions intégrer c'étaient les Kabyles, les Berbères, les Mozabites, les Chaouis, les Français d'Algérie et les Européens (siciliens, grecs, républicains espagnols dont beaucoup n'avaient pas encore la nationalité française). C'était pour arrêter l'arabisme, l'islamisme. Tout le contraire d'un colonel Khadafi. Et jusqu'à preuve du contraire nos intérêts sont vers Israël. Coup de grâce enfin, l'article d'Arnaud Fabre. Ah non mille fois non ! A-t-on perdu la tête ? « Nous qui voulons raison garder ». Il semble que ce soit la déraison que vous vouliez garder !

J.-P. D. (Bordeaux).

N'en déplaise à notre ami, nous pensons que les périodes d'histoire que nous avons en commun avec des pays comme la Syrie, le Liban, le Maghreb ont créé des solidarités que l'indépendance actuelle de ces pays n'a pu effacer. Sait-il qu'au Liban par exemple paraissent toujours plusieurs quotidiens en langue française ? D'accord par contre avec lui en ce qui concerne les autres communautés d'Algérie qu'il fallait aussi intégrer. D'autre part nous ne pensons pas que les intérêts français aillent vers Israël. La France fédérant les diplomates des pays du Bassin méditerranéen, menant une politique dédagée des blocs et des hégémonies, ceci n'est-il pas une vieille idée maurassienne reprise de la politique royale ?

Vous savez avec quelle attention je suis ce que vous faites et quelle sympathie j'ai, sinon pour toutes vos opinions, du moins pour la liberté d'esprit que vous mettez à les défendre. Bien rare dans une presse systématiquement mensongère et médiocre, votre journal a du moins quelque chose à dire, une réflexion personnelle dont vous faites part.

Ces compliments annoncent évidemment des reproches. Je ne sais qui signe Arthez dans vos colonnes, mais je tiens à vous dire qu'il risque fort de faire perdre tout sérieux à la position courageuse de votre journal... En tout cas présenter l'Etat d'Israël comme une nécessité d'en finir avec le cosmopolitisme juif est, de toute évidence, une position de vieil antisémite. Position de plus parfaitement mensongère puisque, loin de résoudre ce cosmopolitisme tant honni de votre collaborateur, l'Etat d'Israël n'a fait que l'exacerber, le multiplier, le rendre absolument fou de douleur et d'ambition, à tel point que son action est désormais au service exclusif d'un Etat qui ne vit que par la guerre, et pour la guerre. Belle solution d'un faux problème !

Votre collaborateur ne se retient même pas de soutenir un lamentable article de Raymond Aron contre M. Michel Jobert, pourtant si timoré, si occupé à se justifier, à se faire pardonner la politique de la France. Mais on sait de longue date que la seule passion de Raymond Aron, la seule justification de sa pensée et de son semblant d'action politique, est son adhésion inconditionnelle au système des blocs, à quoi il sacrifie, non seulement toute vocation singulière, mais toute existence propre de la France en tant que nation. C'est cela qu'il aime et qu'il veut. C'est à cela qu'est du reste accrochée la survie d'Israël, non pas en tant que peuple, mais en tant qu'Etat. On le sait mais on en suppose mal l'écho même feutré, dans vos colonnes.

Raymond Aron est du reste fort mal venu de reprocher à M. Michel Jobert ses prétendues omissions. Car il semble lui-même ignorer que l'Etat d'Israël est le seul, absolument le seul à avoir été admis aux Nations-Unies sous une condition formelle et qui devrait donc être considérée comme résolutoire : c'est celle qui ressort de la résolution 273 (III) du 11 mai 1949, et qui liait l'admission d'Israël à la mise en œuvre par son gouvernement des précédentes résolutions des 29 novembre 1947 et 11 décembre 1948 par lesquelles, conformément à l'article 13 de la déclaration universelle des Droits de l'homme, obligation est faite aux autorités israéliennes de rapatrier les réfugiés qui désirent rentrer dans leur pays et d'indemniser ceux qui renonceraient à ce droit...

Ce qui se rapproche du germanisme paranoïaque dont fait état Arthez, ce n'est certes pas l'islamisme, qui est une religion, mais c'est bel et bien le sionisme, qui est la seule idéologie du monde à cumuler les inconvénients d'un nationalisme exacerbé avec les dangers d'une idée supra-nationale devenue, en l'espèce, complètement folle. Voici donc que la vieille droite occidentale confie à Mme Golda Meïr les étendards de Léopante ! Faut-il en rire ?

Faut-il en pleurer ? Raison garder nous préserverait peut-être de ces deux impudeurs.

P. de SAINT-ROBERT.

Nous remercions Philippe de Saint-Robert de la franchise de sa position. Notre ami est là sur un sujet qui lui tient à cœur puisqu'il est l'auteur d'un excellent livre paru chez Julliard en 1970 « Le jeu de la France en Méditerranée » (1). Contrairement à lui, nous ne pensons pas que la position de la N.A.F., qui a été clairement exprimée sur ce problème, soit affaiblie par la publication de la position d'Arthez. Laisser la parole à nos contradicteurs est dans la tradition de la N.A.F. puisque nous avons publié au moment du référendum sur l'Europe une tribune de Marc Valle en complète opposition avec notre position.

(1) En vente à nos bureaux (Franco 25 F).

Je me trouve contraint de vous exprimer d'une manière catégorique mon opposition à certaines thèses que vous soutenez dans le journal et plus précisément dans le conflit israélo-arabe. Une attitude anti-arabe ne saurait être plus justifiée qu'une attitude anti-juive. Je me sens d'autant mieux placé pour critiquer votre position contre les Israélites que mes sympathies en effet, ne m'ont jamais porté vers les Juifs en général.

Ce n'est pas tout de se réclamer de Maurras et de se dire ses héritiers, il faut se souvenir que la France n'a pu se faire qu'en acquérant, au cours des âges grâce à ses rois, des frontières naturelles défendables. Israël revenu au pays ancestral, ne peut que désirer poursuivre un même but au cours des occasions que les

Les lettres qu'on lira ci-dessous témoignent de réactions parfois diamétralement opposées par rapport aux positions que la N.A.F. a adoptées face au quatrième conflit israélo-arabe. Pourtant l'article d'Yves Lemaigren et nos éditoriaux, rédigés en hâte dans le souci de serrer le plus possible l'actualité, ne laissent aucun doute quant à nos choix et aux principes qui les gouvernent. Des principes qui sont ceux que nous avons toujours affirmés : souci de l'intérêt de la nation française, souci de l'indépendance de l'Etat par rapport aux groupes de pression et de la nation vis-à-vis des grandes hégémonies, et démonstration de la possibilité, pour la France, d'un jeu indépendant fondé sur les habitudes nées de l'histoire. D'où l'affirmation de la nécessité d'une politique arabe constituant l'un des aspects d'une politique mondiale (africaine, latino-américaine en particulier) qui aurait pour objectif de rassembler les petites et moyennes nations qui veulent échapper à la dictature des deux grands impérialismes. D'où la dénonciation du « lobby » sioniste et de la politique actuelle de l'Etat d'Israël qui interdit toute paix au Proche-Orient.

Dire cela, démontrer cela, est-ce choisir « un camp », comme nous le reproche un de nos lecteurs, ou bien prendre le parti de la France à l'encontre de ceux, à droite comme à gauche, qui ne conçoivent pas de politique indépendante des Américains et des Soviétiques ? Dire cela, démontrer cela, est-ce prendre parti contre les Juifs installés au Proche-Orient, ou bien souhaiter que des relations humaines s'instaurent entre tous ces Arabes que sont les Juifs, les musulmans et les chrétiens qui vivent sur l'autre rive de la Méditerranée, et que la France participe de tout son cœur et de toute sa volonté

de la france en méditerranée

descendants d'Ismaël lui procurent. Il faut reconnaître qu'il le fait avec un certain talent et une bravoure qui l'honore.

De l'autre côté votre complaisance pour un panarabisme est plutôt inquiétante. Une union arabe mise à profit par l'U.R.S.S. risquerait fort de nous ménager des lendemains peu réjouissants.

Il y a donc lieu de tout peser avant de formuler de tels jugements et nous devons nous efforcer de porter le regard de notre intelligence assez loin en avant de nous pour nous garder d'une politique à courte vue. Un équilibre des forces est nécessaire à tous les niveaux, dans cette région du globe peut-être plus qu'ailleurs.

G. B. (Limoges).

Il y a lieu de tout peser, comme l'écrit notre lecteur. Mais pour bien peser, ne faut-il pas avant tout se garder d'un certain nombre de confusions qui ne peuvent qu'altérer le jugement ? Ainsi peut-on mettre sur le même plan la sympathie ou l'antipathie que l'on porte à un peuple et l'approbation ou la critique que suscite la politique d'un Etat ? Peut-on comparer la politique de sa propre nation et celle d'un autre Etat, surtout quand on sait qui le soutient (l'impérialisme américain) et ce qui la définit (le militarisme exacerbé) ? Peut-on enfin fonder une politique sur des critères moraux, tels que le « talent » et la « bravoure » ? A ce compte, on ne manquerait pas d'excuser de sinistres épisodes de l'histoire du monde. En-

au régime pacifique d'une situation qui ne cessera d'être tragique tant que les impérialismes seront les maîtres du jeu ?

Il est regrettable, il est scandaleux que ce souci, que ce projet n'ait pas été celui de la diplomatie pompéienne, si amorphe alors qu'elle aurait dû agir, si timide alors qu'elle aurait dû hurler contre la barbarie et le cynisme soviéto-américain. Se taire par crainte des menaces, ne pas agir par manque d'ambition, c'est là la marque d'une démocratie qui n'a eu que très accidentellement une politique extérieure et qui, aujourd'hui, n'est animée que par des intérêts mercantiles. Cela aussi il fallait le dire, car comme toute autre question de politique nationale ou de diplomatie, la question du Proche-Orient pose la question d'un Etat qui, par nature, ne dispose ni de l'indépendance ni de la durée.

La mission de la N.A.F. est de démontrer cette incapacité et cette faillite pour en tirer les conclusions monarchiques qui s'imposent. Là est l'essentiel qui rassemble les abonnés et les militants de la N.A.F. Et peu importe que certains d'entre eux apportent des réserves au projet que nous indiquons, dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la nécessité de ce projet et le souci qui inspire ses grandes lignes. Car notre rôle n'est pas de déterminer ce qui doit être fait dans les moindres détails. Le voudrions-nous que notre position de simple citoyen contraindrait de « faire de la politique » nous l'interdirait. Il suffit que nous cherchions à montrer ce qui pourrait être fait par une monarchie qui, seule, peut avoir le souci de la France et disposer des moyens de lui faire accomplir sa mission.

B. R.

fin notre lecteur est-il certain de la main-mise de l'U.R.S.S. sur le Moyen-Orient ? Il est des sollicitudes qui finissent par lasser, surtout lorsqu'elles sont aussi intéressées que celle que manifeste l'impérialisme soviétique.

Pied noir d'Algérie, d'origine juive, je tiens à vous exprimer mon accord sans réserve avec la position que vous avez prise sur le Moyen-Orient. Trop souvent mes compatriotes, se laissant aller à leurs passions (que je comprends et que je partage) sont tentés de prendre une position pro-israélienne, oubliant par là de raisonner en Français en projetant en 1973 nos espoirs déçus de 1958. Permettez-moi cependant de rectifier une petite erreur de fait : l'intégration pour laquelle je me suis battu en Algérie ne concernait pas les seuls arabes, mais l'ensemble des communautés (kabyles, berbères, etc.) qui cohabitaient en Algérie. Ceci dit et rectifié, je dois dire que les positions inspirées par l'anti-arabisme prise par des journaux qui se disaient Algérie Française me fait poser des questions sur leur sincérité à l'époque...

P. B. (Marseille).

Il est manifeste que certains partisans de l'Algérie française l'étaient plus par sentiment que par raison politique. Ceci était normal dans la mesure où le drame algérien a eu pour effet de déclencher des réflexes de pur patriotisme chez des personnes qui se sont vues chassées de leur pays de naissance, de leur patrie au sens étymologique du terme. Cette absence de réflexion politique en a parfois conduit certains à renier la France elle-même, en se réfugiant dans le mythe européen ou en leur faisant prendre des attitudes racistes, en totale opposition avec l'idée d'« intégration » qu'ils avaient autrefois défendue.

Une petite nation de trois millions d'habitants joue sa vie devant cent millions d'ennemis, et nous donne le plus admirable exemple de courage et de patriotisme, et, à un soldat, une leçon extraordinaire de science et de valeur militaires. Et vous qui vous dites nationalistes ! vous vous rangez délibérément dans le camp de ceux qui veulent la destruction de cette nation ! Certes la création de cet Etat au milieu des pays arabes a été une « faute immense » mais on ne peut revenir en arrière, le fait est là, cette nation existe. Au nom des intérêts de la France, en tant que soi-disant héritiers de la raison capétienne, vous vous êtes rangés dans un camp. Au-dessus des intérêts de la France (et qui vous assure qu'ils sont là d'ailleurs ?) il y a l'honneur. Il vaut mieux crever dans l'honneur que de vivre dans le déshonneur, et vous n'avez pas le droit d'invoquer nos rois dans cette affaire. J'aurais compris une position indépendante, mais vraiment celle que vous avez choisie est déshonorante. Avez-vous réfléchi qu'Israël ne pouvait vivre sans une marge de sécurité autour de lui. Avez-vous réfléchi à ce qui se passerait, si les Arabes vainqueurs pénétraient dans Israël ? Vous voilà une fois de plus en bonne compagnie, avec les communistes, les gauchistes, et ce qu'il y a de pire dans l'U.D.R.

B. D. (Le Mans).

Notre lecteur nous fait défense de critiquer la politique d'Israël en raison de la « valeur militaire », du « courage » et du « patriotisme » d'un petit peuple qui lutte pour son « honneur ». Mais est-il bien sûr que ces valeurs, ces qualités, ces sentiments, sont l'apanage exclusif de l'Etat hébreu ?

On ne saurait oublier que les pays arabes ont été humiliés par trois fois et que les musulmans et les chrétiens qui vivent en Israël et dans les territoires occupés sont quotidiennement victimes de la politique humiliante d'un Etat dont il faut bien reconnaître le caractère totalitaire.

Faut-il d'autre part dénier aux Arabes tout attachement à leur terre et toute valeur militaire ? Et faut-il oublier la situation qui est faite au peuple palestinien ? Est-ce un « déshonneur » que de constater cette situation et de souhaiter que la France mène au Proche-Orient une politique qui lui soit propre ? Car il ne s'agit pas, en insistant sur la nécessité d'une politique arabe pour la France, de se faire les complices d'un génocide qui n'est d'ailleurs pas dans les intentions des Arabes, ni de se solidariser avec l'impérialisme soviétique ou avec certains partis français. Il s'agit au contraire de poursuivre et de développer une vieille et solide politique — qui n'est évidemment pas celle des deux grands hégémonies — et de souhaiter que la France puisse participer au règlement de la question du Proche-Orient. Ferme dans ses principes et indépendante dans son action, point menaçante mais au contraire désintéressée, elle serait sans doute mieux placée que d'autres...

Une fois encore la N.A.F. m'a agréablement surpris. Dans le concert délirant qu'a donné la presse sur le problème du Moyen-Orient, presque seuls, vous avez eu une position courageuse à contresens des idées à la mode. Position dépourvue d'a priori et de sentimentalisme de mauvais aloi, prise en fonction des seuls intérêts français et qui ne manquera certainement pas de vous attirer les foudres de ceux qui, à gauche autant qu'à droite, oublient trop souvent de faire fonctionner leur intelligence en ne se laissant guider que par leurs passions irraisonnées. Quoiqu'en désaccord complet avec votre collaborateur Arthez, j'ai beaucoup apprécié également votre ouverture d'esprit qui vous a permis de le laisser s'exprimer librement sur ce sujet tout en rappelant que cette position n'engageait pas votre mouvement. Lecteur occasionnel j'ai décidé de m'abonner et vous trouverez en plus, un chèque pour votre souscription.

J. R. (Paris).

Il est certain qu'une prise de position, quelle qu'elle soit, sur un problème qui pas sionne les Français ne pouvait manquer de susciter des réactions nombreuses.

Les extraits du courrier de nos lecteurs, que nous avons publiés le montrent. Ils montrent aussi avec quelle attention ils lisent la N.A.F., critiquent, discutent ou acceptent ses analyses. Nous remercions notre correspondant de sa conclusion (abonnement plus souscription), nous ne saurions trop recommander à nos autres lecteurs de suivre son exemple...

micHEL field « l'école dans la rue »

(Grasset, Col. Enjeux)

Dans un petit livre d'un charme discret, Michel Field, idéologue et meneur de troupes d'une bande armée au destin tragique (ligue communiste) raconte à sa façon le printemps lycéen de mars dernier. Le tout est enrobé d'une érudition très « khâgne », d'un ton anarchisant jeunesse marginale, limé par la savante dogmatique du vieux marxisme. Les analyses de la crise de la jeunesse par nos gouvernants et la « droite pensante » mises à part, il ne nous avait pas encore été permis de voir, rassemblées ici en quelques pages, autant de bêtises ce qui rend par ailleurs la lecture de l'ouvrage plaisante ou triste selon les intentions du lecteur.

L'ouvrage commence par un morceau de bravoure idéologique visant à démontrer que la crise de la jeunesse est à la fois une crise des valeurs (famille, école, armée) et le fruit d'une évolution des rapports de production. Analyse à vrai dire assez floue puisque il n'est expliqué nulle part ce qu'est une valeur, et la nature de son rapport avec l'infrastructure. Il faut d'ailleurs remarquer que le soubassement marxiste qu'il utilise comme catégories-à-priori, relève plus d'un catéchisme mal digéré que d'une épistémologie sérieuse.

Le reste procède d'une habile sophistique tendant à démontrer à la fois que l'existence du mouvement lycéen n'était pas suscitée par les trotskystes, ce que nous croyons volontiers, mais que les aspirations de la jeunesse s'orientaient vers une critique du système, du style décrit plus haut. Le rôle des meneurs trotskystes consistait donc à accélérer la prise de conscience de la masse lycéenne, instituant en quelque sorte une démocratie dirigée... par des « services d'ordre » para-militaires. En gros, concluez : la ligue, c'est l'avant-garde lycéenne. Remarquons tout de même au passage un coup de griffe assez plaisant aux « magouilles » du P.C.F.

La partie prospective s'achève aux confins du mythe et de la fiction dans l'appel à l'hypothétique déperissement de l'Etat... et de l'école, après avoir égratigné en passant le « pamphlet réactionnaire » d'Ivan Illich, coupable, selon lui, de n'avoir pas encaserné l'étude du phénomène scolaire dans les subtilités grossières des catégories marxistes. La chute est poignante : l'école bien sûr, mais économique d'abord !

Marc HEDELIN.

claudie hunzger

bambois, la vie verte

Vivre/Stock 2.

En ces temps de retour à la terre, il est rare d'entendre parler d'un retour réussi. Sur tant d'expériences décevantes, de communautés disloquées aussitôt que constituées, les témoignages et les exemples abondent. Bambois, c'est l'expérience réussie après beaucoup de peine, mais une peine amoureusement dépen- sée. Expérience non d'une communauté mais d'un jeune couple parti en 1965 dans une ber-

gerie des Hautes-Vosges pour élever des moutons, puis se mettre progressivement au tissage, à la teinture aussi, grâce aux herbes et fleurs de montagne.

Bambois, la vie verte, c'est le journal tenu par le couple. Il faut en conseiller la lecture aux rêveurs de l'An 01. Le retour à la terre, c'est en effet le contraire du farniente. C'est le travail dur, le lever matinal, les nuits interrompues, les fénaisons harassantes, les difficultés financières, mais c'est aussi la grande poésie de la nature et du quotidien exprimée avec beaucoup de charme.

Un témoignage à lire, avant toute apologie ou condamnation péremptoire et qui amènera à nuancer beaucoup de points de vue. Pourtant, il sera difficile d'en tirer des conclusions générales pour l'avenir de nos sociétés. Mais les auteurs du livre n'ont pas la prétention de résoudre nos problèmes.

G. L.

milosz-terzieff le théâtre enfin present

Dans notre Paris théâtral, on peut dénombrer facilement ceux qui ont le souci de servir le théâtre et non celui de s'en servir. Laurent Terzieff est de ceux-là, et je veux d'abord saluer son action qui s'inscrit dans la tradition des mainteneurs et des découvreurs sans lesquels le théâtre ne peut pas vivre ni même survivre.

Le choix de Milosz (1) pour son spectacle actuel (2) est particulièrement significatif : Milosz le poète, Milosz le solitaire des lettres, qui ne s'inscrit dans aucune des familles littéraires de notre temps, qui sut mener son aventure seul, son aventure poétique et mystique. Ce nom, celui d'un des plus grands et des plus authentiques poètes de notre siècle, est pour nous le symbole de ce que nous attendons du théâtre : cette quête poétique sans laquelle il n'est pas de salut possible pour l'esprit dans notre monde en proie aux démons les plus menaçants : ceux de l'uniformité et de la médiocrité de la vie quotidienne, du conformisme de la pensée et de l'absence de toute spiritualité dans les préoccupations de l'homme-administré, de l'homme-robot, de l'homme-esclave qu'on baptise supême dérision — homme libre.

Et Terzieff, en servant Milosz, sert le théâtre puisqu'il célèbre ainsi la plus haute expression de cet art : l'expression poétique. Il montre, consciemment ou non, la voie royale qu'il faudra bien tôt ou tard, graver au lieu d'errer dans les chemins de la facilité, afin de retrouver le théâtre dans sa forme naturelle.

LES « SCENES » DE DON JUAN

Les Scènes de Don Juan que nous présente Terzieff ont été publiées en 1906. Elles n'offrent qu'une approche de Milosz pour qui le découvre à travers elles. Parce que le poète ne s'est pas encore libéré d'une forme marquée par le symbolisme, et n'en est encore qu'au début de sa recherche de la Connaissance et de sa quête mystique par les chemins de la poésie.

Il faudra, pour celui qui se sera laissé prendre par la beauté de ce spectacle — et comment ne pas s'y laisser prendre — aller plus avant dans l'œuvre du poète afin de découvrir une forme personnelle et les certitudes que Milosz fera siennes : certitude métaphysiques, certitude religieuse, certitude du voyant et de l'inspiré.

Avec Don Juan, nous n'en sommes pas encore là : le personnage est un révolté, et de sa révolte on ne voit au premier abord que négation. Mais au-delà apparaît déjà cette recherche de l'Amour, amour non plus terrestre mais divin. Et il semble

que Don Juan, ou Milosz, détruit tout autour de lui et en lui pour mieux atteindre à la pureté. L'amour apparaît sous la haine. Et cette haine n'est peut-être que le moyen de lutter contre les bassesses du monde, les vices des hommes, et avant tout contre sa propre nature.

UNE PRESENCE PRODIGIEUSE

Voilà qui déjà, je pense, explicite le titre de cet article : le théâtre est présent tout d'abord par le thème de la pièce qui nous oblige à chercher, à regarder au-delà de notre quotidien. Et ensuite par la forme qui malgré son symbolisme est admirable : splendeur du style, magie des mots. C'est une langue colorée, et avec les couleurs les plus fortes, les plus fauves, les plus lumineuses. Et enfin, la mise en scène, la musique et l'interprétation servent l'œuvre de la manière la plus efficace.

Terzieff est prodigieux de présence ; il est véritablement le personnage, et il ne joue pas de celui-ci comme d'un instrument, mais est habité par lui et nous le transmet intégralement. Ses compagnons, moins bien servis par l'auteur car leurs personnages sont plus esquissés, moins charpentés, nous les rendent également d'une admirable façon. Il n'y a pas une faille dans le travail collectif. La mise en scène est sobre et n'ajoute rien d'inutile au texte. La musique, enfin, m'a paru très estimable par le fait qu'elle reste à sa place, ne nous offre pas d'effets tapageurs, mais concourt à créer l'atmosphère de chaque scène avec une discrétion exemplaire.

C'est un spectacle à voir ; et à revoir, car Milosz ne se livre pas intégralement lors d'un premier contact.

Je ne peux malheureusement pas conclure sur une note optimiste car le Lucernaire qui est depuis quelques années un des lieux privilégiés de l'action théâtrale — et ils ne sont pas nombreux — va disparaître. Il va succomber sous les coups de la rénovation immobilière. Des immeubles de bureaux remplaceront certainement les vieux bâtiments qui constituent ce passage de la rue d'Odessa. La poésie avec eux s'en ira de ce quartier. Et des hommes de théâtre comme Terzieff, dont le fait qu'ils ne disposent pas de leur propre scène constitue un véritable scandale, verront disparaître, encore une fois, une de ces chapelles où le théâtre est servi avec une ferveur véritablement religieuse.

Pierre LIMOUSI.

(1) Milosz est né en 1897, en Lithuanie. Il réside en France à partir de 1889. Il écrit toute son œuvre en français et exerce des fonctions diplomatiques au service de son pays. Naturalisé français en 1931, il meurt à Fontainebleau en 1939. C'est essentiellement un poète. Bien que toutes ses œuvres soient d'expression française, il est ignoré par les Français.

(2) Rubezahl ou les Scènes de Don Juan de Milosz au Lucernaire, 18, rue d'Odessa à Montparnasse. Le spectacle interrompu pour un mois, reprendra le 13 novembre.

VIENT DE PARAÎTRE

Charles Maurras, Œuvres Capitales (essais politiques)

1 volume, 544 pages, broché.

Prix : 32 F - franco 35 F -

Louis Philippe (duc d'Orléans) -

Mes mémoires. T. 1, 1773-1793

Préface du comte de Paris -

400 pages - Ed. Plon - Prix 43 F.

Franco 45 F.

Commandes à I.P.N. Diffusion

- B.P. 558, 75026 Paris -

Cedex 01 - C.C.P. 33-537-41.

monsieur proust

par céleste albare
robert laffont 38 f

En 1914 Céleste Albaret qui a vingt-deux ans épouse le chauffeur de Marcel Proust. Et, peu à peu, elle entre à son service, préparant ses fumigations, transmettant ses messages, recevant ses confidences, écrivant même sous sa dictée.

Cinquante ans plus tard, à son tour, elle dicte à Georges Belmont des souvenirs qui sont un peu l'envers du *Temps Perdu*. Récit attachant, émouvant et qu'on croit fidèle. Mais pourquoi faire dire à Proust que si le mariage de Léon Daudet avec Jeanne Hugo fut uniquement civil c'est parce que, à cette date, l'Action Française avait « de gros ennuis avec le Vatican » ? La bousculade des dates est ici excessive, car le

mariage est de 1891 et les « gros ennuis » de 1926 alors que Proust est mort en novembre 1922 !

Un peu plus loin, toujours à propos de Léon Daudet, il est question d'un assassinat « d'une dame de l'Action Française » ! Il doit s'agir, par transposition, de l'assassinat de Marius Plateau par Germaine Berton mais comment Proust peut-il en parler alors qu'il est mort trois mois avant ! On déplore ces « inexactitudes » et on soupçonne quelque malin génie de s'être glissé entre les propos de Proust et les transcriptions de Céleste ou entre les propos de Céleste et les transcriptions de Georges Belmont.

Dommage ! Car on voudrait que la querelle que Céleste cherche à André Gide fût vraie, comme elle la conte. L'immoraliste n'avait même pas ouvert chez Gallimard le paquet où se trouvait le manuscrit de « Swann » (comme Marcel Proust put le vérifier, avec sa minutie habituelle, au nœud de la ficelle qui n'avait pas été défait). Refus du manuscrit, puis succès du livre chez Grasset et repentir d'un Gide engoncé dans sa cape et faux-bonhomme en diable...

La querelle va en réalité au-delà du nœud de ficelle ! Céleste Albaret défend Proust du péché d'uranisme et des aveux qu'il aurait à ce sujet passés devant Gide, au cours d'une visite rue Hamelin, que Gide a contée dans son

journal (mai 1921) et dont Céleste pense qu'elle a été entièrement forgée.

C'est qu'elle est comme la mère de Proust, ne voulant voir ni admettre les « particularités » du petit Marcel, probablement parce qu'elle lui portait, comme elle, et recevait de lui, comme elle, une affection exclusive. Mais ce point d'histoire a-t-il tellement d'importance alors que c'est de jeunes filles en fleurs qu'est entouré « l'édifice immense du souvenir ».

L'inversion proustienne est ailleurs, dans une quête de plus en plus fiévreuse du passé au point que Proust en oublie la vie et finalement la perd presque volontairement. Les visiteurs de plus en plus rares de la rue Hamelin semblent des silhouettes ou des ombres. Dans l'appartement où le jour n'entre plus, la suite des heures est intemporelle. Si Robert de Montesquiou paraît, on se surprend à vérifier sa ressemblance avec Charlus. Comme si ce dernier était le vrai vivant.

Enfin Proust se laisse mourir. Il avait mis le mot « fin » sur son livre depuis quelques semaines. On admire mais on ne peut aimer vraiment, quelque belle que soit l'œuvre, cette immolation inhumaine.

G. P. WAGNER.

le mouvement royaliste

souscription

Nous avons publié la semaine dernière le résultat de nos deux premières listes de souscription qui se montent déjà à près de deux millions. Les dons continuent à arriver et nous vous en remercions. Mais que tous fassent encore un effort, c'est à un total de 4 millions que nous devons parvenir pour équilibrer notre budget 73-74. Si cette somme était rassemblée avant la fin du mois nous serions assurés d'aborder l'année sur des bases saines.

ANGERS

Réunion d'organisation et de lancement le samedi 10 novembre à 18 h - 8, rue Chaussée Saint-Pierre (5^e ét.) sur le thème : « Pourquoi la n.a.f. ? », par Yvan Aumont, Directeur général de la N.A.F.

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 heures à 20 heures (permanence et cercle d'études). Permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 h. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 h à 19 h. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

non à l'avortement

● Jeudi 8 novembre à 21 h., réunion avec la participation de Mme Marie Lesage, Hervé Catta, Jean Carli. La réunion aura lieu dans la salle du Tribunal d'Instance, 125, avenue du Général-de-Gaulle, à Montmorency.

● Vendredi 23 novembre à 21 h., dans la salle du Tribunal, mairie de Versailles.

GROUPE MEDECINE

Le groupe médecine a décidé d'entreprendre la rédaction d'une brochure destinée à être diffusée de la main à la main dans les facs sur le thème de l'avortement. A cet effet, il organise une réunion préparatoire le mardi 13 novembre de 17 h à 19 h dans les locaux de la N.A.F., à la quelle sont conviés les étudiants en médecine intéressés.

avis

● La rédaction de la N.A.F. recherche un étudiant qui, bénévolement pourrait venir collaborer à la fabrication technique de la N.A.F. hebdo. Conditions : être disponible le lundi de 11 h à 19 h, avoir de bonnes connaissances en orthographe. S'adresser à Michel Giraud pour renseignements complémentaires.

● La direction de la N.A.F. recherche une secrétaire à mi-temps, pour travail de secrétariat et de bureau. Pratique de la dactylo exigée. S'adresser à Yvan Aumont pour renseignements complémentaires.

la naf à la télé

Un reportage sur les activités de la N.A.F. passera au cours de l'émission « Magazine de grand reportage 52 » le jeudi 8 novembre à 20 h 30 sur la troisième chaîne couleur. Tous à vos postes !

les mercredis de la naf

Tous les quinze jours la « N.A.F. » organise « les mercredis de la N.A.F. » qui sont ouverts à tous les militants et sympathisants de la région parisienne, sans oublier ceux qu'intéressent la réflexion et la recherche politiques. Au cours du premier trimestre nous reprendrons et approfondirons les analyses sur la société industrielle dans la France contemporaine, nous montrerons la nécessité des ruptures et indiquerons les formes de changement dans l'optique du projet royaliste.

Programme du premier trimestre :

7 novembre : Une société sans école ? par Paul Maisonblanche

21 novembre : De l'Action Française à la N.A.F. par Bertrand Renouvin.

5 décembre : Un portrait inédit de Charles Maurras.

19 décembre : Pour une charte d'action régionale par Arnaud Fabre.

Les réunions se tiennent dans la salle du deuxième étage, 12, rue du Renard, Paris-4^e, à 21 heures précises. Il est recommandé d'y amener des amis.

mémoires de louis-philippe

la préface du comte de paris

Paraissent les mémoires (1) tant attendus, de Louis Philippe, avec une préface du Comte de Paris ; le plein effet n'en sera pas immédiat : si forts sont les préjugés à vaincre, chez les moins prévenus ; que ce soit à travers l'injuste regard de Stendhal, ou selon la pente qui éloignait de lui une jeune *action française*, à la fois réactionnaire et révolutionnaire, « le roi bourgeois » ne pouvait guère être compris. Ceux qui savent étaient plus curieux encore de la préface que des mémoires : comment un Prince aussi énigmatique, à la fois soucieux de son principe, d'une légitimité hors de laquelle il ne prétend être politiquement rien de plus que n'importe qui d'entre nous, et de l'esprit de son temps qu'il s'est acharné à bien connaître, comment le Comte de Paris se tirerait-il des malentendus et des contradictions qui ont pesé sur l'histoire de son aïeul ? Pour nous autres royalistes, hors de tout parti, et de toute secte, la réponse prenait une importance singulière ; et je ne donne qu'une première approche des sentiments qu'elle peut inspirer.

TRADITION ET REVOLUTION...

Le Prince n'a nullement cherché à masquer ces contradictions et ces malentendus, ni dans la jeunesse du duc de Chartres, ni chez le roi citoyen ; aussi la préface est-elle une sorte de chef-d'œuvre, par la franchise, et par l'engagement qu'elle implique. Nous verrons que le mot-clé, « capétien », y est deux fois prononcé, de telle sorte que les contradictions se trouvent surmontées, les malentendus dissipés.

La situation de la France en 1791, lorsque la part irrépressible de la révolution avait trouvé provisoirement sa forme, était foncièrement ambiguë, et son armée reflétait, par excellence, cette ambiguïté. La prise de commandement de son régiment — qui avait cessé de porter son nom — par un jeune prince de moins de dix-huit ans, était évidemment un résultat symbolique que le préfacier des mémoires a raison de scruter attentivement ; oui, résultat et symbole à la fois, le symbole, ici, devançant et prologéant l'avenir :

« Il est à son aise dans ce milieu, en cet instant où tradition et Révolution vont encore de pair. Il est là lorsque les troupes de ligne et les volontaires s'élancent d'un même cœur au combat en criant, les uns : « Navarre sans peur ! », « Auvergne sans tache ! » ; les autres : « Vive la nation ! » »

Nous touchons là un point de perfection, dont l'esprit de parti comme les suites réelles, sans doute, de la dynamique révolutionnaire, peuvent s'offusquer, mais qui ne se pose et ne s'inscrit pas moins dans une histoire qu'il a contribué à dessiner. Même s'il y a beaucoup à dire en faveur de l'émigration, rendue inévitable — et justement, un peu plus tard, pour notre héros — la présence de Chartres à Valmy est une de ces grâces qui n'ont pas manqué à mille ans d'aventure capétienne ; grâce lourdement contre-pesée par le malheur :

« Vint pourtant le vote fatal de celui que la commune de Paris affubla du nom d'Egalité. Chartres n'essaya pas de justifier cet acte qui lui brise le cœur... »

Notre temps a connu de semblables déchirements ; aussi sommes-nous à même de com-

prendre combien il est difficile de déceler toutes les raisons et de peser toutes les responsabilités de certaines fautes. »

Comme le dix-neuvième siècle a été frivole, peu curieux, en face de ce roi que l'expérience directe et personnelle de la tragédie éloignait de tout romantisme...

LE RETOUR AUX SOURCES CAPETIENNES

Un jugement sur Louis-Philippe et sa monarchie suppose deux questions que le préfacier des mémoires a distinguées, bien qu'elles appellent une réponse unique : d'abord que pouvait être, formellement, cette monarchie nouvelle, « autre », et toutefois entée sur l'ancienne par la personne même du roi et le souci de continuité de l'Etat ? Ensuite que pouvait-elle faire, en face des forces sociales qui émergeaient avec elle ?

La première question coïncide avec un cas de conscience de Louis-Philippe recueillant le pouvoir comme « la meilleure des républiques », et ne se sentant pas moins roi, plus encore, en un sens :

« Son devoir, Louis-Philippe le comprit comme un retour nécessaire aux sources capétiennes ».

Ce ressourcement capétien, cette remontée à l'origine, quelle aventure extraordinaire sous l'évidence apparente ! Il y avait deux France, et qui se haïssaient. Souvent elles allaient haïr d'autant plus le roi médiateur, pour son projet de rendre la guerre civile impossible ; mais la spécificité de l'entreprise, son caractère foncièrement « historique » — je veux dire ayant l'histoire pour objet — la vouait à cette recherche anxieuse, inlassable, des symboles de l'unité française qui ne nous étonne que par son succès même, parce que le fossé fut tout de même comblé.

LE ROI EST CONTRE LA BOURGEOISIE

Pourtant, comme l'observe le Comte de Paris, l'histoire, qui est faite de symboles, n'est pas faite que d'eux. Le pouvoir existe tout ensemble comme signe de l'Unité de la communauté de naissance et comme médiation ou enchaînement de phénomènes sociaux, de conflits dans le multiple. En 1830 la bourgeoisie aspire à la totalité de ce pouvoir, dont le roi lui ôte au moins le symbole :

« L'arrivée de la banque au pouvoir, c'était, en 1830, l'accession au gouvernement du parti du mouvement. Sans doute, le système censitaire, si imparfait au regard de la démocratie considérée dans son absolu, est-il de nature à choquer les esprits, habitués qu'ils sont aujourd'hui à des articulations électorales plus sophistiquées. Toutefois, on peut s'étonner, avec Bainville, de ce que Louis-Philippe n'eût pas songé à mettre en application le suffrage universel, qui aurait peut-être stabilisé le régime. Mais une telle mesure eût été surtout formelle, car les nouveaux notables étaient en état de contrôler la docilité du vote et, le cas échéant, de ce prémunir contre ses égarements en cultivant la peur, dont les agitations républicaines et socialistes offraient de bons prétextes. »

Ce qu'une monarchie plus « charismatique » aurait pu ôter au pouvoir de l'argent, nous ne pouvons que le supposer, ou le désirer rétro-activement. En revanche, dans son seul pouvoir traditionnel, là où il n'était pas encore usurpé par la bourgeoisie conquérante, Louis-Philippe agit pleinement en roi :

« A trois reprises, seul, contre l'opinion de ses ministres et le sentiment populaire, il refusa d'entrer dans l'engrenage qui aurait conduit à la guerre. Sommé un jour de courir inutilement le risque d'un conflit, Louis-Philippe eut ce mot : « Qu'on touche à Strasbourg, et on verra. » Lui présent, personne ne s'y risqua, car une armée puissante avait été reconstituée, le roi l'avait bien en main, et il n'y avait que les Français pour douter de son patriotisme et de son courage. C'est que, pour un monarque, la forme la plus élevée du patriotisme et du courage consiste bien à maintenir et à affermir la paix, au besoin malgré son peuple, au risque de perdre sa couronne. »

LES « PESANTEURS SOCIALES » ET LA LEGITIMITE

Les lecteurs attentifs de cette préface aux mémoires de Louis-Philippe relèveront avec un intérêt particulier ce passage de la conclusion, où revient le mot-clé, celui de « capétien » :

« A elles seules, les Assemblées, dont le jeune duc de Chartres observait déjà les mauvais penchants, ont été incapables de réaliser, quand il eût fallu, le renouvellement requis par les temps nouveaux. Le général de Gaulle a voulu mettre la France « à l'unisson de son siècle » en s'inspirant de l'exemple capétien : les pesanteurs sociales ont ruiné cette espérance. Rien ne serait plus paradoxal que de considérer cette réaction des notables comme un prolongement de la politique de Louis-Philippe, laquelle consista, tout au contraire, à mettre un terme aux contraintes d'une société établie pour permettre l'émancipation qui répondait aux besoins du pays. »

L'exemple capétien, c'est la leçon des récentes années, ne peut vaincre les pesanteurs sociales que s'il tire toutes les conséquences de l'essence dont il est l'exemple ; il n'est privilégié que s'il apporte avec lui la réalité capétienne. Encore faut-il que cette réalité exemplaire ne soit pas, à son propre niveau, gênée par les malentendus et les contradictions, comme ce fut le cas sous le règne de Louis-Philippe. La médiation et l'arbitrage du multiple, des « phénomènes sociaux », n'ont leurs chances que si l'un est reconnu pour tel, selon les lois fondamentales, objet de l'assentiment commun, c'est-à-dire légitime. Grâce au Comte de Chambord et aux héritiers de Louis-Philippe, cet obstacle a été levé une fois pour toutes. Nous n'avons pas à chercher cette réalité capétienne avec laquelle coïncide pour nous, en fait et en droit, la personne vivante du Comte de Paris.

ARTHEZ.

(1) Louis Philippe (duc d'Orléans). Mes mémoires - Tome 1, 1773-1793 - Préface du comte de Paris. Ed. Plon.